

11 février 1963, Montréal

11^e Salon national de l'agriculture de Montréal

J'avais deux raisons bien particulières d'accepter avec plaisir l'aimable invitation que vous m'avez transmise de me joindre à vous à l'occasion de votre banquet annuel.

Je dirai d'abord que j'aime toujours m'associer à des organismes qui, comme le vôtre, s'efforcent d'accélérer par des moyens efficaces le progrès d'une industrie aussi vitale chez nous que celle de l'agriculture. Dans notre société actuelle, les problèmes qui confrontent l'administration publique sont d'une complexité telle que leur solution dépendra beaucoup plus d'une coopération éclairée des groupements de citoyens avec les divers gouvernements, que de ces gouvernements eux-mêmes s'ils devaient agir seuls. Ce que je viens de dire est particulièrement vrai de l'agriculture, et la collaboration de tous ceux qui s'y emploient ou qui en vivent d'une façon ou de l'autre y est peut-être encore plus utile qu'ailleurs. En effet, s'il est isolé, le producteur ne peut pas trouver une solution durable à ses problèmes; si, au contraire, il se groupe avec d'autres producteurs en vue d'une action commune, il peut espérer le succès. C'est du moins ce que démontre clairement l'expérience coopérative dans le domaine agricole.

L'autre raison pour laquelle je devais, me semble-t-il, me rendre à votre invitation, c'est que le gouvernement du Québec est maintenant prêt à apporter aux problèmes de l'agriculture de notre province des solutions qui auront, croyons-nous, l'avantage de s'attaquer aux racines du mal plutôt qu'à ses seules manifestations. Je suis heureux, ce soir, non pas de vous exposer ces solutions en détail j'imagine que vous en connaissez l'essentiel mais de tenter d'en dégager le sens.

Nous avons voulu, en tout premier lieu, adopter dans le domaine agricole une attitude réaliste. Par-là, je veux dire que nous avons voulu carrément reconnaître les problèmes qui existent dans cette industrie et aussi accepter, pour le gouvernement du Québec, une part importante de responsabilité dans la découverte de solutions véritables et durables. Il ne sert à rien, je pense bien – d'ailleurs il peut même être très néfaste – de nous illusionner sur la nature des difficultés de l'agriculture moderne et de nous faire croire qu'elles ne sont que temporaires. Au contraire, elles sont bel et bien l'indice d'une situation en profondeur que nous devons attaquer de front, même s'il faut pour cela réorganiser presque entièrement la nature de l'exploitation agricole dans certaines régions du Québec.

Je ne vous apprends rien évidemment en vous disant que trop de cultivateurs québécois ne réussissent pas à vivre de leur terre. La situation existe chez nous depuis déjà longtemps on la retrouve aussi dans d'autres provinces et les moyens habituels d'aide à l'agriculture ne sont plus suffisants pour parer à tous les cas de cette nature. Les subventions diverses, les primes et beaucoup d'autres politiques d'encouragement à la production, à la mécanisation et à la mise en marché ont eu leur utilité, et même leur nécessité, pendant un certain temps et elles l'ont encore. Mais ce serait être injuste envers certains producteurs marginaux, à qui elles sont destinées, que de leur donner l'impression qu'il peut en être ainsi indéfiniment et qu'ils pourront réussir. L'aide que le gouvernement leur accorde ainsi, à ces producteurs

marginaux, ne fait que retarder une échéance qui sera d'autant plus désastreuse qu'elle aura été longtemps reportée à plus tard.

C'est pourquoi d'autres politiques s'imposent. Le programme d'Aménagement des Ressources et de Développement Agricole (ARDA) dans lequel le Québec s'engage appartient à ce groupe de politiques. Évidemment, il ne faut pas en attendre la solution finale et définitive de tous les problèmes auxquels l'agriculture peut faire face, et encore moins leur solution immédiate par des subsides versés aux individus, Mais ARDA contient des éléments de solution qui apporteront une direction nouvelle à l'agriculture de nos régions particulièrement défavorisées.

Because ARDA (the Agricultural Rehabilitation and Development Act) contains such elements capable of changing the manner in which farming is being carried out in several regions, I must stress the spirit in which the provisions of this Act are applied in Quebec. This, I believe, is an essential point, because agriculture is far more a way of life than a simple form of employment. And if it is a way of life, it is influenced by the dominant racial culture in the areas in which it is being carried on. In Quebec, for example, the behaviour of our farmers and the way they live are not necessarily similar to those of farmers living in other parts of Canada.

ARDA is a joint programme. The attitude of the Quebec Government towards joint programmes is already well known. Amongst other things, we accept the ones which are at present in force, on condition that they respect the cultural characteristics which we in Quebec cherish and intend to save. And I will not hide from you the fact that ARDA could, if badly directed, prove itself to be contrary to these cultural characteristics.

In this way, and rightly so, the Quebec farmer intends to keep his individuality — and the farmers from the rest of Canada are very much like him in this respect. Furthermore, and this is what sets him apart from his fellow countrymen of other cultures, the agricultural life both to him and to us is so bound up with our origins and with the survival of French Canada that it cannot be radically changed without risking the disappearance of the deeply rooted family and social traditions of our province. Consequently, we look upon ARDA as an instrument that will allow us to facilitate developments which have already been started, such as the consolidation of farm lands, and to bring about the return of unprofitable agricultural land to the farmer. But I do not look upon ARDA as a programme that will be used to force changes for which our farmers are neither prepared nor to which they will consent, such as, for example, a kind of dictatorial collectivisation of farms. Our Department of Agriculture interprets ARDA within a completely democratic context, and from this fact, takes into account the underlying realities to which this programme must be adapted. And these realities are not the same here in Quebec as the ones to be found, for instance, in the western provinces.]

Pour ces raisons, nous mettons l'accent sur la coopération entre les cultivateurs car ce sont eux qui, en définitive, auront à accepter ou refuser les possibilités que leur offre un programme comme ARDA. Nous ne voulons forcer personne à quoi que ce soit, mais par un processus d'éducation qui, il faut le reconnaître, peut être assez long, nous voulons inciter les cultivateurs des régions défavorisées à s'aider eux-mêmes.

Cela ne veut pas dire que notre attitude générale en sera une de passivité ou de laisser-faire. J'ai dit que nous entreprendrions une œuvre d'éducation et de persuasion. Des équipes de travailleurs communautaires, terme que j'emploie faute d'une expression plus précise, expliqueront aux intéressés les avantages du programme d'aménagement et de développement, et insisteront sur la nécessité de la coopération entre cultivateurs.

Il est d'ailleurs certains faits qui portent à réfléchir sérieusement. Le plus évident, c'est qu'il faut absolument, en toute justice sociale, améliorer le revenu de la classe agricole du Québec. Parfois, en milieu urbain, on est porté à croire que le faible revenu de trop de cultivateurs est le symptôme d'une inefficacité marquée de la production. Il y a peut-être du vrai dans cette opinion pour autant qu'elle concerne certains producteurs marginaux victimes de situations défavorables. Mais, dans l'ensemble, l'agriculteur québécois produit aujourd'hui suffisamment de nourriture pour satisfaire aux besoins d'une trentaine de consommateurs, soit trois fois plus qu'il y a vingt ans. Quant au citadin qui, lui, est davantage porté à croire que l'agriculture est une industrie peu efficace, il achète beaucoup plus de pain, de beurre et de lait aujourd'hui avec le fruit d'une heure de travail qu'il ne le faisait il y a vingt-cinq ans. Si le revenu agricole est faible, ce n'est pas le résultat de l'inefficacité de certains cultivateurs qui sont, je le répète, beaucoup plus souvent victimes d'un état de choses dont ils ne sont pas responsables, qu'artisans de leur propre niveau de vie la mécanisation accrue – et de là la production plus abondante – et les difficultés de mise en marché sont aussi et pour beaucoup la cause de revenus relativement moins élevés par unité de production agricole. La hausse des coûts d'exploitation est également une des raisons majeures de cette situation.

Le ministère de l'Agriculture du Québec, conscient comme ministère de toutes les difficultés qui ont surgi, ne croit pas qu'il soit capable de résoudre seul les nombreux problèmes qui se posent.

J'ai parlé, il y a un instant, de la collaboration qui devait exister entre les producteurs agricoles. Le ministère de l'Agriculture veut, lui aussi, mettre en pratique ce principe de collaboration qu'il souhaite voir adopté par les intéressés dans la poursuite des plans d'aménagement et de développement. Il ne se renferme pas sur lui-même en vertu d'une compartimentation administrative qui serait mal indiquée dans le cas présent. Il collabore au contraire avec des organismes comme le Conseil d'Orientation économique du Québec, et il participe à un Conseil interdépartemental formé de représentants de neuf ministères intéressés. Il travaillera aussi en étroite collaboration avec les comités locaux d'aménagement et les conseils régionaux d'orientation économique.

Au moment où je vous parle il a déjà préparé des plans d'aménagements paroissiaux et régionaux. Comme vous le savez, la région pilote d'aménagement rural sera la région du Bas-St-Laurent-Gaspésie.

In short, I would say, that not only the point of view that it suits us to adopt in Quebec concerning the application of ARDA is designed to include the traditional characteristics and the needs of the citizens of the province, particularly those of the farmers, but the spirit of cooperation which we want to see at work everywhere in the line of action that is being followed by our Department of Agriculture.

I do not say that everything we do will inevitably be crowned with success, but I do believe that we are on the right road. In any case, it is probably the first time in Quebec that a government has shown so much determination to get to the root of the evil. A major reorientation is called for in our agriculture, especially in the less favoured regions, and we have the firm intention of sparing no efforts in this respect.

Pourtant, comme Premier ministre du Québec – et je l'avoue bien sincèrement – il est un fait qui me cause bien des soucis. Je suis témoin de l'effort que nous fournissons du côté de l'agriculture, comme d'ailleurs dans d'autres domaines, mais je suis tout à fait conscient que ce que nous faisons présentement, malgré toute l'énergie que nous y mettons, ne donne pas nécessairement des résultats immédiats. En d'autres termes, les plans que nous élaborons en détail, les programmes que nous traçons, les études que nous poursuivons ne résoudront pas ce soir les problèmes financiers du cultivateur dont le revenu, je l'admets, est nettement insuffisant pour les besoins de sa famille. Je vous dirai franchement qu'il n'existe pas de solutions immédiates et magiques aux problèmes agricoles. Je crois que nous devons être francs envers une population qui nous a fait confiance et lui dire nettement ce qui en est. D'ailleurs, notre population ne croit pas aux solutions miracles. Le cultivateur du Québec est assez réaliste pour savoir que si des solutions simples et faciles existaient, elles auraient déjà été appliquées.

En conséquence, nous aurons au moins pour un temps, à continuer l'application des méthodes habituelles d'aide à l'agriculture même là où nous savons que leur efficacité est limitée. Nous aurons à aider de toutes sortes de façons ceux de notre population agricole que le sort a défavorisés. Dans l'intervalle, cependant, nous mettons sur pied les programmes qui, comme ARDA et les autres auxquels nous songeons, apporteront aux problèmes agricoles des solutions durables.

Nous savons que la population du Québec comprend et accepte le point de vue de son gouvernement. Nous savons qu'elle l'approuve d'agir comme il le fait à l'avantage de toutes les classes de notre société. Or, la classe agricole est plus particulièrement aux prises avec des difficultés qui réclament, de la part du gouvernement, une action hardie et conforme aux besoins actuels. Notre action est déjà commencée et elle se continuera dans la même direction. Nous avons foi en l'avenir et surtout en notre milieu agricole. Et, ce qui est plus encourageant encore, notre classe agricole, j'en suis convaincu, a confiance en elle-même.